

TIZI-OUZOU

Cessation et mises en demeure au lycée polyvalent de Tizi-Gheniff

Le lycée polyvalent relevant du chef-lieu de la daïra de Tizi-Gheniff connaît ces jours-ci une agitation des plus violentes qui a secoué tout le secteur éducatif de la localité.

En effet, un enseignant de la langue française répondant au nom de Reniffi Ali a reçu le 25 février dernier une cessation sous réserve sans qu'il soit préalablement averti ou blâmé de la part du DE, et cela après avoir lu un rapport écrit par le proviseur du lycée dans lequel il lui colle un amas de surnoms, le prenant pour menaçant, sac-cageur..., nous a indiqué un groupe d'enseignants.

Pour plus d'éclaircissements sur l'amalgame qui entoure cette affaire, nous avons approché des collègues de travail de M. Reniffi qui n'ont pas hésité à lever le voile sur ce qui s'est réellement passé. Notre source nous indique que M. Reniffi, en sa qualité de membre du conseil de gestion et d'orientation, a interpellé le proviseur au sujet des conditions alarmantes des enseignants dudit établissement en lui adressant une correspondance dans laquelle il attire son attention sur pas mal de points, entre autres, la salle des enseignants qui ne comporte que quelques anciennes tables et quatre armoires pour la soixantaine de profs que renferme le lycée, de



la fermeture de la cafétéria sans préavis et sans passer par le conseil de gestion alors qu'elle fut le fruit des cotisations des enseignants, lui suggérant ainsi de faire face à cette conjoncture et d'y remédier et ce, en remettant en cause le conseil de gestion et d'orientation sur place qui n'a rien fait depuis son élection il y a deux mois et qui était illégal depuis bien des années tout en l'informant de son désengagement de toutes les décisions prises pour le lycée en dehors du conseil pédagogique.

D'après nos interlocuteurs, c'est cette correspondance mal digérée par le proviseur qui a suscité sa

vive réaction ; cependant, ils estiment que dans le dossier de leur collègue, il n'y a rien de formel donc ils s'interrogent sur le pourquoi de cette cessation.

Une cessation qui a fait que les enseignants ont déclenché un mouvement de protestation depuis dimanche dernier en guise de solidarité avec leur collègue et qui vient perturber les élèves qui sont en pleine période d'examens. L'administration a été contrainte à un report des épreuves pour les classes de la première année. «Les enseignants qui soutiennent M. Reniffi seront toujours là», nous a lancé un enseignant

solidaire en nous informant que le mouvement a été suivi par plus de 90% des établissements que comporte la localité.

Par ailleurs, ce mouvement leur a valu une mise en demeure par le proviseur, chose qu'ils déclinent tout en s'estimant être en grève et non pas en abandon de poste, donc il considèrent que leur démarche est tout ce qu'il y a de légal en qualifiant cela d'intimidation qu'ils ne prennent point en considération. Enfin, selon les dires de ces enseignants, une grève est programmée pour la journée de samedi prochain.

Tezkraft A.

EN ATTENDANT L'OUVERTURE D'UNE ANTENNE CASNOS

Les commerçants de Draâ El-Mizan dans l'expectative

L'ouverture d'une antenne de la Caisse nationale de Sécurité sociale des non-salariés (Casnors) dont font partie, entre autres, les commerçants, les artisans, les industriels...

Tarde à venir, ce qui inquiète les commerçants qui continuent à se déplacer ailleurs pour les remboursements de leurs soins médicaux. Cette situation a poussé les commerçants, nous dit-on, à s'organiser afin de demander leur droit de disposer d'une antenne

près de chez eux. «Nous ne pouvons plus supporter les désagréments que nous subissons à chaque fois que nous sollicitons les services de la caisse. Il nous faut à chaque fois nous déplacer jusqu'à Boghni pour le remboursement des frais médicaux. L'exiguïté de la salle et le nombre d'usagers rendent les attentes très longues et stressantes. Pire, lorsque les services de la caisse nous refusent un nombre d'ordonnances médicales supérieur à cinq. Et dire que lorsqu'on dépendait du chef-

lieu de wilaya, on était plus à l'aise», nous dira un cafetier de la ville. Son collègue, épiciier, se pose des questions sur le pourquoi de la non-ouverture d'une antenne à Draâ-El-Mizan, d'autant plus que le centre de la Cnas possède un étage inoccupé. «Par ailleurs, ils l'ont fait pour les retraités en leur ouvrant un guichet, cela nous permettra d'éviter tous les désagréments, les déplacements et la perte de temps», conclut-il.

Slimane S.

LAGHOUAT

Réception prochaine de plusieurs structures éducatives à Aïn Sidi-Ali

Plusieurs structures éducatives, inscrites au titre des différents programmes de développement, devraient être réceptionnées prochainement dans la commune de Aïn Sidi-Ali, wilaya de Laghouat, selon le P/APC de cette collectivité locale.

Ces réalisations, devant être prêtes début 2009-2010, consistent en la réception d'un lycée d'une capacité d'accueil pédagogique de 1 000 places.

Ce projet pour lequel a été consacrée une autorisation financière de 160 millions de dinars devrait épargner aux lycéens de cette commune le déplacement vers d'autres établissements scolaires de la ville d'Aflou,

distante de 70 km, a précisé le responsable de cette commune. La commune de Aïn Sidi-Ali a également bénéficié d'un collège de base 7 pour une enveloppe financière de 140 millions de dinars, en plus d'un projet d'un groupe scolaire de catégorie «A-1» accompagné d'un logement d'astreinte.

Ce projet a été réalisé à la faveur d'un montant de 22,4

millions de dinars. Une enveloppe financière de plus de 10 millions de dinars a été consacrée à la commune d'Aïn Sidi-Ali pour le parachèvement des travaux de réalisation de six salles de cours au niveau de certains établissements pédagogiques primaires, a-t-il ajouté.

A ces projets viennent se greffer la réalisation et l'équipement d'une cantine scolaire pour un coût de 5,5 millions de dinars, en plus d'une autre en voie de l'être pour un montant de 10 millions de dinars. La commune de Aïn Sidi-Ali avait bénéficié l'année dernière, au

titre du budget de la wilaya, d'un montant de 11,4 millions de dinars pour la réhabilitation et l'entretien des écoles primaires, l'acquisition de moyens de chauffage, des équipements pédagogiques et autres pour la restauration scolaire, a-t-il ajouté.

Distante de 170 km au nord du chef-lieu de la wilaya, la collectivité de Aïn Sidi-Ali, à vocation agropastorale, a réalisé un développement «notable» à la faveur des programmes retenus pour l'amélioration du cadre de vie des populations locales.

APS

AFFAIRE DE L'HYDRAULIQUE À BÉCHAR Dernier acte du premier épisode aujourd'hui

Le dernier acte du premier épisode sur ce qu'il convient d'appeler désormais l'affaire de l'hydraulique se jouera aujourd'hui devant la chambre d'accusation.

Les magistrats examinent «dans la sérénité» l'appel introduit par le parquet concernant 17 personnes dont 9 membres du comité des marchés de la wilaya. Pour rappel, ces derniers avaient été laissés en liberté provisoire et les 8 autres mis sous contrôle judiciaire par le juge d'instruction après leur audition le 23 février dernier.

Cette décision avait suscité la réaction du parquet qui a introduit sur-le-champ un appel.

La chambre d'accusation devait siéger le dimanche 1er mars, mais les avocats de la défense avaient demandé le report de cette date. Une manœuvre dilatoire qui leur permettra d'étudier convenablement le dossier et préparer les éléments de défense.

Les freluquets, les flagorneurs et les thuriféraires qui gravitent autour de certains centres de décision en veulent à la presse.

Lies Mourad

BLIDA Quatre membres du PT rejoignent le FNA

Quatre éléments du Parti des travailleurs, bureau de Blida, dont deux sont membres de l'Assemblée populaire de wilaya, ont quitté leur parti au profit du Front national algérien, FNA. Les raisons ayant poussé ces derniers à rejoindre le parti de Moussa Touati sont, disent-ils, la centralisation de la décision. «Nous recevons toutes les décisions de la centrale du parti et n'avons pas les coudées franches dans le cadre de nos missions politiques», nous diront les transfuges. Et d'ajouter : «Notre volonté de quitter le PT a été stimulée par le fait que nous avons été totalement éloignés des activités politiques de ce parti.» Il y a lieu de noter que le FNA gère actuellement quatre APC de la wilaya de Blida (Ouled Slama, Bougara, Bouarfa, et Oued-El-Alleug) Tout comme il occupe huit sièges sur les 43 existant à l'APW de Blida.

M. B.